



Alors que les femmes dans le monde entier sont plus que jamais déterminées à défendre leurs droits, la mouvance réactionnaire et masculiniste devient de plus en plus agressive et gagne du terrain. Elle a d'ailleurs trouvé un porte-parole de poids en la personne de Trump, qui dans son propre pays mène une guerre idéologique contre l'éducation, l'enseignement supérieur, et la recherche en s'attaquant à tout ce qui touche de près ou de loin aux questions sur le genre, en remettant en cause le droit à l'avortement, en méprisant tout simplement les femmes.

Véhiculé par l'extrême droite, ce discours des plus réactionnaires progresse aussi en France. Les prochaines élections municipales représentent un enjeu important pour la démocratie, les libertés individuelles et notamment les droits des femmes avec un Rassemblement National qui entend mener partout une bataille idéologique. Non, le RN ne défend pas les femmes, bien au contraire : les associations venant en aide aux femmes sont des cibles et il s'invite aussi régulièrement dans les débats sur l'éducation.

Face à cette offensive généralisée, l'éducation, la recherche et la culture ont un rôle crucial à jouer pour contrer ce discours réactionnaire et obscurantiste et construire une société égalitaire sans discriminations et sans violences.

L'EVAR (Éducation à la vie affective relationnelle) dans les écoles et l'EVAR-S (Éducation à la vie affective relationnelle et à la sexualité) dans les établissements du second degré, qui vise à déconstruire des stéréotypes et des normes sociales inégalitaires y occupe une place fondamentale. Pour la rendre efficace et qu'elle joue pleinement son rôle, la FERC CGT revendique de véritables moyens dédiés. Cela s'inscrit dans la prévention et la lutte contre les violences sexistes et sexuelles. **La FERC CGT revendique donc des mesures effectives et la mise en place d'une loi-cadre intégrale pour prévenir et lutter contre les violences sexistes et sexuelles au travail et pour protéger les femmes victimes de violences.**

Dans ce contexte, la France doit également se saisir de toutes les occasions pour renforcer le droit des femmes. **La FERC CGT revendique que la directive européenne sur la transparence salariale et l'égalité de rémunération soit transposée au plus vite dans le droit français.** Cela permettra de contraindre la France à intégrer l'égalité des rémunérations pour des métiers de « valeur égale » et réévaluer les métiers à prédominance féminine, ainsi que la prise en compte d'un indicateur sur le temps partiel n'existant pas pour l'instant dans nos ministères. Gagner l'égalité femmes-hommes, c'est gagner des droits pour tout le monde ! L'égalité entre les femmes et les hommes qui doit s'appliquer à l'ensemble des sphères professionnelle, sociale et familiale, est un enjeu de justice sociale majeur qui nous concerne toutes et tous.

Faisons du 8 mars 2026 une journée de mobilisation pour gagner sur nos revendications mais aussi pour alerter sur le danger que représentent les discours tenus par l'extrême droite, ennemie des travailleur-ses et des femmes en particulier.

**La FERC CGT appelle donc l'ensemble des travailleurs et des travailleuses de l'enseignement, de la recherche, de la formation, de l'animation et du sport à se joindre à la grève féministe du 8 mars et à faire entendre leurs revendications à l'occasion de cette journée internationale de lutte pour les droits des femmes, de solidarité avec les femmes du monde entier et de lutte contre les idées d'extrême droite sexistes et patriarcales.**

*Montreuil, le 9 février 2026*